

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 janvier 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, January 3rd, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received in time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to coay the publication of certain documents, ldu tie their length or for reasons of administration

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates: Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Ajel Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, Louis-M. Benjamin, avocats, Sadie Gersovitz, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'agents d'immeubles et d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ajel Holdings Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Letters Patent

Ajel Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of November, 1952, incorporating: Irwin A. Frankel, Louis-M. Benjamin, advocates, Sadie Gersovitz, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and of an investment company, under the name of "Ajel Holdings Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

**Aldéric Gobeille Ltée
Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du douze novembre 1952, constituant en corporation: Aldéric Gobeille, marchand, François Gobeille, Pierre Gobeille, Bruno Gobeille, Louis Gobeille, vendeurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et raffineurs d'huile, graisse, pétrole et de leurs sous-produits, en faire le commerce, sous le nom de "Aldéric Gobeille Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1952.

L'Assistant-procureur général.
33899-o L. DÉSILETS.

**Aldéric Gobeille Ltée
Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1952, incorporating: Aldéric Gobeille, merchant, François Gobeille, Pierre Gobeille, Bruno Gobeille, Louis Gobeille, salesmen, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as manufacturers and refiners of oil, grease, petrol and the by-products thereof, and to deal therein, under the name of "Aldéric Gobeille Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Amiot & Provost Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1952, constituant en corporation: Jean-Paul Amiot, gérant des ventes d'assurance Occidental Life Ins. Co. of California, de Saint-Lambert, Jean Provost, comptable agréé, de Rosemont, Charles-E. Poirier, notaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Amiot & Provost Ltée", avec un capital de \$500, divisé en 100 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Amiot & Provost Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of November, 1952, incorporating: Jean-Paul Amiot, Sales Manager for the Occidental Life Ins. Co. of California, of Saint-Lambert, Jean Provost, chartered accountant, of Rosemont, Charles E. Poirier, notary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of brokers and insurance agents under the name of "Amiot & Provost Ltée", with a capital stock of \$500, divided into 100 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

**Belfort Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Wendelle Howard Laidley, Conseil en Loi de la Reine, William Wainwright Chipman, Daniel Doheny, James Arthur Soden et David Barlow Sinclair Mackenzie, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Belfort Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000, actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Belfort Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1952, incorporating: Wendell Howard Laidley, Queen's Counsel, William Wainwright Chipman, Daniel Doheny, James Arthur Soden, and David Barlow Sinclair Mackenzie, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Belfort Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

**Bon Voyage (Travel) Limited
Bon Voyage Limitée**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1952, constituant en corporation: David S. Schwartz, avocat, Joseph Giuseppe Levi, agent de voyage, Nancy Slayton, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et tenir un bureau et agence de voyages, sous le nom de "Bon Voyage (Travel) Limited"—"Bon Voyage Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1448 ouest, rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

**Bourse d'Hypothèque Inc.
Mortgage Exchange Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf novembre 1952, constituant en corporation: Roland-A. Diamond, Jean-Robert Miquelon, notaires, de Montréal, Pierrette DeJonghe, secrétaire, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations d'une compagnie de promotion, de contrôle d'immeubles et de placements, sous le nom de "Bourse d'Hypothèque Inc.", — "Mortgage Exchange Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Cascapedia House Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Alban LeBlanc, hôtelier, John L. LeBlanc, agent d'assurance, Ray Burns, gérant d'hôtel, tous de New-Richmond, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Cascapedia House Incorporated", avec un capital de \$60,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à New-Richmond, district judiciaire de Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

**Bon Voyage (Travel) Limited
Bon Voyage Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1952, incorporating: David S. Schwartz, advocate, Joseph Giuseppe Levi, travel consultant, Nancy Slayton, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain a travel bureau and office, under the name of "Bon Voyage (Travel) Limited"—"Bon Voyage Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1448 Sherbrooke Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

**Bourse d'Hypothèque Inc.
Mortgage Exchange Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November 1952, incorporating: Roland A. Diamond, Jean-Robert Miquelon, notaries, of Montreal, Pierrette DeJonghe, secretary, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the operations of a company promoting and controlling real estate and investments, under the name of "Bourse d'Hypothèque Inc."—"Mortgage Exchange Inc." with a capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of \$100 each and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Cascapedia House Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating: Alban LeBlanc, hotel keeper, John N. LeBlanc, Insurance agent, Ray Burns, hotel manager, all of New-Richmond, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To engage in the hotel business, under the name of "Cascapedia House Incorporated", with a capital stock of \$60,000, divided into 450 common shares of \$100. each and 150 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at New-Richmond, judicial district of Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Chevalier Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Henri Chevalier, vendeur d'automobiles, John Chevalier, mécanicien et Dame Florence Chevalier, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, pièces d'automobiles et accessoires et exploiter un garage, sous le nom de "Chevalier Automobile Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Draperies Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Saul Brownstein, Ben Steinberg, Simon Steinberg, Saul Lehrer, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de draperies, rideaux, couvre-lits et fournitures de maison en général; lingerie et vêtements, sous le nom de "Draperies Québec Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Ferronnerie des Forges Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1952, constituant en corporation: André-A. Dionne, comptable, de Drummondville-Ouest, Patrick Deshaies, commis, de St-Simon de Drummond, Raoul Levasseur, commis, de Ville Saint-Joseph, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire un commerce général de quincailleries, sous le nom de "Ferronnerie des Forges Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le treize novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Chevalier Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1952, incorporating: Henri Chevalier, automobile dealer, John Chevalier, mechanic, and Mrs. Florence Chevalier, housewife, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, automobile parts and accessories, and to operate a garage, under the name of "Chevalier Automobile Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Draperies Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of November, 1952, incorporating: Saul Brownstein, Ben Steinberg, Simon Steinberg, Saul Lehrer, merchants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in draperies, curtains, bedspreads and general household furnishings; lingerie and clothing, under the name of "Draperies Québec Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Ferronnerie des Forges Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date November thirteenth, 1952, incorporating: André A. Dionne, accountant, of Drummondville-West, Patrick Deshaies, clerk, of St-Simon de Drummond, Raoul Levasseur, clerk, of the town of Saint-Joseph, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal generally in hardware, under the name of "Ferronnerie des Forges Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Fleurus-America Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trois décembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Léandre Trudelle, administrateur, Arthur Juneau, industriel, Rolland Parent, psychologue-orienteur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts spirituels et moraux de l'enfance, sous le nom de "Fleurus-America Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trois décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Fleurus-America Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date December third, 1952, incorporating without share capital: Léandre Trudelle, manager, Arthur Juneau, industrialist, Rolland Parent, vocational psychologist, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To Promote the spiritual and moral welfare of children, under the name of "Fleurus-America Inc".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this third day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Jacko Ghear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: J.-Emery Phaneuf, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Rolande Dozois, comptable, tous deux de la cité de Montréal et Robert Turgeon, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce et le négoce de toutes sortes d'articles et meubles faits de bois, fer et fer forgé, acier, aluminium et autres métaux sous le nom de "Jacko Ghear Limited", avec un capital de \$80,000, divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Jacko Ghear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1952, incorporating: J.-Emery Phaneuf, advocate and Queen's Counsel, Rolande Dozois, accountant, both of the city of Montreal, and Robert Turgeon, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of articles, furniture made of wood, of iron and wrought-iron, steel aluminum and other minerals, under the name of "Jacko Ghear Limited", with a capital stock of \$80,000, divided into 700 preferred shares of the par value of \$100. each, and 100 common shares of the par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Jean Talon Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Queenie Kunstler, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Jean Talon Realities Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Jean Talon Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating: Szmuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Queenie Kunstler, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Jean Talon Realities Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

**La Ligue des Propriétaires de Ville
St-Michel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Désilets, agent, Fernand Messier, marchand, J.-Albert Tapp, chef de département, tous de Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Ville St-Michel Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

**La Ligue des Propriétaires de Ville
St-Michel Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1952, incorporating without share capital: Gérard Désilets, agent, Fernand Messier, merchant, J.-Albert Tapp, department head, all of Ville St. Michel, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To defend the interests of property-owners, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Ville St-Michel Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Ville Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Lee Dyeing Company of Canada Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, Conrad Shatner, avocats, et Morris Shuter, gérant de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à teindre, décolorer et finir les tissus, sous le nom de "Lee Dyeing Company of Canada Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Lee Dyeing Company of Canada Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of November, 1952, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, Conrad Shatner, advocates, and Morris Shuter, office manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyeing, bleaching and finishing of fabrics, under the name of "Lee Dyeing Company of Canada Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Les Dames Patronnesses de la Miséricorde

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Roux, avocat, C.R., Robert Dulude, avocat stagiaire, Lorraine Côté, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler en collaboration avec les autorités de l'Hôpital général de la Miséricorde de Montréal, sous le nom de "Les Dames Patronnesses de la Miséricorde".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Les Dames Patronnesses de la Miséricorde

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating without share capital: Lucien Roux, advocate, Q.C., Robert Dulude, law student, Lorraine Côté, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To work in collaboration with the authorities of the "Hôpital général de la Miséricorde de Montréal", under the name of "Les Dames Patronnesses de la Misericorde".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Les Entreprises Gafu Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1952, constituant en corporation: Marcel Paquette, fourreur, Adrien Patry, pompier, Fernand-E. Leblanc, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'enseignes lumineuses, appareils électriques, sous le nom de "Les Entreprises Gafu Entreprises Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

L. & D. Evans Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Charles-H. Desjardins, avocat, Edward G. Tannage, avocat, Jeannette Desjardins, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasins à rayons ou de variétés, sous le nom de "L. & D. Evans Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Maxco Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Hylad Sherman, secrétaire, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de S. L. Goldwater, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de "Maxco Garment Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Mécanique de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1952, constituant en corpora-

Les Entreprises Gafu-Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1952, incorporating: Marcel Paquette, furrier, Adrien Patry fireman, Fernand E. Leblanc, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in luminous signs, electrical appliances, under the name of "Les Entreprises Gafu Entreprises Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

L. & D. Evans Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1952, incorporating: Charles-H. Desjardins, advocate, Edward G. Tannage, advocate, Jeannette Desjardins, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of department or variety stores, under the name of "L. & D. Evans Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Maxco Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1952, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Hylad Sherman, secretary, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property from S. L. Goldwater, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of wearing apparel, under the name of "Maxco Garment Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Mécanique de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating: Claude

tion: Claude Taschereau, Henri Fortin, notaires, Rose-Anna Alain, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de garagistes, mécaniciens, sous le nom de "Mécanique de Québec Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Taschereau, Henri Fortin, notaries, Rose-Anna Alain, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate as garage-keepers, mechanics, under the name of "Mécanique de Québec Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Mont-Royal Auto Electric Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1952, constituant en corporation: William Shaughnessy, garagiste, J.-Laurent Côté, Arthur de Guise, industriels, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et véhicules, d'accessoires et appareils électriques de toutes sortes; faire le commerce de garagistes, sous le nom de "Mont-Royal Auto Electric Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Mont-Royal Auto Electric Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eighteenth day of November, 1952, incorporating: William Shaughnessy, garage-keeper, J. Laurent Côté, Arthur de Guise, industrialists, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with all kinds of automobiles and vehicles, accessories and electrical appliances of all kinds; to operate as garage-keepers, under the name of "Mont-Royal Auto Electric Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Motel Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1952, constituant en corporation: Robert Pinard, hôtelier, Dame Germaine Letarte-Pinard, ménagère, tous deux de Ste-Foy, et Armand Mainguy, comptable, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "Motel Laval Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Motel Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating: Robert Pinard, hotel-keeper, Dame Germaine Letarte Pinard, housewife, both of Ste-Foy, and Armand Mainguy, accountant, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the hotel business under the name of "Motel Laval Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Pontiac Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Simon Cohen, marchand, Samuel Moskovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Jeannette McMillen, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier des fourrures, chaussures, cuir,

Pontiac Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1952, incorporating: Simon Cohen, merchant, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, Jeannette McMillen, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in furs, shoes, leather, machinery, textile

machinerie, produits textiles, articles vestimentaires, sous le nom de "Pontiac Trading Corporation", avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 900 action privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Star Fasteners of Canada Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Max Liverman, Léonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fermoirs, fermoirs-éclairés, nouveautés, ferronnerie, jouets, sacs, sous le nom de "Star Fasteners of Canada Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

The Italo-Canadian Publishing Company Limited La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Peter Shorteno, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprenre, dans toutes ses spécialités, le commerce de publication et d'imprimerie, sous le nom de "The Italo-Canadian Publishing Company Limited" — "La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6896 blvd St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Thibert Meubles Inc. Thibert Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un octobre 1952, constituant en cor-

products, wearing apparel, under the name of "Pontiac Trading Corporation", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100, each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Star Fasteners of Canada Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1952, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fasteners, zippers, novelties, hardware, toys, bags, under the name of "Star Fasteners of Canada Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 preferred shares of \$100, each and 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

The Italo-Canadian Publishing Company Limited La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1952, incorporating: Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, both of the city of Montreal, and Peter Shorteno, advocate, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in all branches of the publication and printing business, under the name of "The Italo-Canadian Publishing Company Limited" — "La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of the par value of \$100, each and 100 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the company will be at 6896 St. Lawrence Blvd. Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.x

Thibert Meubles Inc. Thibert Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1952, incorporating: Jean-

poration; Jeannine Lamothe, sténographe, cédibataire, Gilles Cossette, avocat, Pierre Lafontaine, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général toutes les industries de manufacturiers de toutes sortes de meubles, sous le nom de "Thibert Meubles Inc." — "Thibert Furniture Inc.", avec un capital-actions, divisé en 150 actions privilégiées "première classe" de \$100 chacune, 800 actions privilégiées de "seconde classe" de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un octobre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Vendome-Holdings Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'octobre 1952, constituant en corporation: Emery Chukly, fourrier, June Kirlin, secrétaire, Blanka Gyulai, teneuse de livres tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier des immeubles ou intérêts sur iceux, sous le nom de "Vendome Holdings Ltd.", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'octobre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

**Vulcanisation Champlain Ltée
Champlain Vulcanizing Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1952, constituant en corporation: L.-Léo Grégoire, voyageur, Arthur Gignac, comptable licencié, et Percy Flynn, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus, tubes, boyaux et tout autre article en caoutchouc, sous le nom de "Vulcanisation Champlain Ltée" — "Champlain Vulcanizing Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 250 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$6,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

nine Lamothe, stenographer, spinster, Gille Cossette, advocate, Pierre Lafontaine, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate generally as manufacturers of all kinds of furniture, under the name of "Thibert Meubles Inc." — "Thibert Furniture Inc.", with a capital stock, divided into 150 "first class" preferred shares of \$100 each, 800 "second class" preferred shares of \$100 each, and 1,000 common shares of no par or nominal value.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Vendome-Holdings Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eight day of October, 1952, incorporating: Emery Chukly, furrier, June Kirlin, secretary, Blanka Gyulai, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with real estate or interests therein, under the name of "Vendome Holdings Ltd.", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,000 preferred shares having a par value of \$100 each, and 500 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of October, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

**Vulcanisation Champlain Ltée
Champlain Vulcanizing Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of November, 1952, incorporating: L. Léo Grégoire, traveller, Arthur Gignac, public accountant and Percy Flynn, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in tires, tubes, hose, and all other rubber articles, under the name of "Vulcanisation Champlain Ltée" — "Champlain Vulcanizing Ltd."

The capital stock of the company is divided into 250 shares of no par or nominal value and into 1,500 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company shall begin its operations is \$6,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Wacanichi Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, Helen Hague, gérant de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme hôteliers, sous le nom de "Wacanichi Inn Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Chibougamau, dans le canton de McKenzie, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

33899

L. DÉSILETS.

Wacanichi Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1952, incorporating: John McGlinchey Home, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, Helen Hague, office manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel keepers, under the name of "Wacanichi Inn Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the company will be at the village of Chibougamau, in the township of McKenzie, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,

33899-o

Deputy Attorney General.

Warner Weathermaster Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, de Westmount, Marvin Riback, avocat, de Montréal, Léonore Gloven, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fenêtres, portes, châssis, cadres, stores, auvents, meubles, ferrures, pièces, outils, machines, sous le nom de "Warner Weathermaster Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 12 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,988 actions série B de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur, général,

33899

L. DÉSILETS.

Warner Weathermaster Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1952, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, of Westmount, Marvin Riback, advocate, of Montreal, Leonore Gloven, secretary, fille majeure, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in windows, doors, sashes, frames, blinds, awnings, furniture, fittings, parts, tools, machines, under the name of "Warner Weathermaster Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 12 common shares of \$10. each, and 3,988 Class B shares of \$10. each.

The head office of the company will be at Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,

33899-o

Deputy Attorney General.

W. T. Lowe & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1952, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, Peter Shorteno avocat de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et vendeurs de machines-outils, ferronnerie et ustensiles de cuisine, fer, acier, et travaux en métal, machineries d'usines, produits usinés, sous le nom de "W. T. Lowe & Sons Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2009 rue Davidson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

33899

L. DÉSILETS.

W. T. Lowe & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1952, incorporating: Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, both of the city of Montreal, Peter Shorteno, advocate, of the town of Mount-Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in machine tools, hardware and kitchenware, iron, steel and metal works, plant machinery, machine products, under the name of "W. T. Lowe & Sons Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100. each and 250 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at 2009 Davidson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of November, 1952.

L. DÉSILETS,

33899-o

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Archie Wilcox Transport, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1952, à la compagnie "Archie Wilcox Transport, Limited", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$95,000, le nouveau capital étant divisé en 75,000 nouvelles actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Archie Wilcox Transport, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Archie Wilcox Transport, Limited", increasing its capital stock from \$20,000 to \$95,000, the new capital divided into 75,000 new preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General the 29th day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Elwood Finance Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er décembre 1952, 1°) changeant le nom de la compagnie "Elwood Investment Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 janvier 1931, en celui de "Elwood Finance Company"; 2°) augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000 à \$70,000, le nouveau capital étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Elwood Finance Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, 1) changing the name of the company "Elwood Investment Company", incorporated by letters patent dated January 21st, 1931, to that of "Elwood Finance Company"; 2) increasing the capital stock of the company from \$20,000 to \$70,000, the new capital being divided into 5,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 1st day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Forand Létourneau Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'Administrateur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 décembre 1952, changeant le nom de la compagnie "Léonard Machinery Corporation", constituée en corporation par lettres patentes du 24 octobre 1952, en celui de "Forand Létourneau Automobile Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 15 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Forand Létourneau Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1952, were issued by the Administrator of the Province of Quebec, changing the name of the company "Leonard Machinery Corporation", incorporated under letters patent bearing date October 24, 1952, into that of "Forand Létourneau Automobile Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Land & Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 décembre 1952, à la compagnie "Land & Construction Company", diminuant son capital-actions de \$65,000 à \$37,000 par l'annulation de 280 actions privilégiées de \$100 chacune émises et rachetées.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1952.

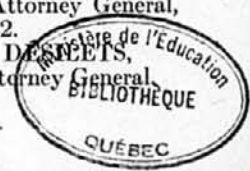
L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Land & Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1952, were issued by the Administrator of the Province of Quebec, to the company "Land & Construction Company", reducing its capital stock from \$65,000 to \$37,000 by the cancellation of 280 preferred shares of \$100 each issued and redeemed.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.



L. R. D'anjou & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 novembre 1952, à la compagnie "L. R. D'Anjou & Cie Inc.", 1°) augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$99,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$25; 2°) modifiant et étendant les pouvoirs de la compagnie de la manière indiquée dans son règlement N° V.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

L. R. D'anjou & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "L. R. D'Anjou & Cie Inc.", 1. increasing its capital stock from \$49,000 to \$99,000; the additional capital being divided into 2,000 preferred shares of \$25; 2. amending and extending its powers to the company as shown in its by-law No. V.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

McFarlane Realty Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 décembre 1952, à la compagnie "McFarlane Realty Co., Limited" augmentant son capital-actions de \$90,000 à \$135,000, le nouveau capital étant divisé en 45,000 nouvelles actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

McFarlane Realty Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "MacFarlane Realty Co., Limited", increasing its capital stock from \$90,000 to \$135,000, the new capital being divided into 45,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 9th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Montreal District Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'Administrateur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 décembre 1952, à la compagnie "Montréal District Realty Corporation", réduisant son capital-actions de \$20,000 à \$500, par l'annulation de 142 actions privilégiées émises et rachetées et 8 non émises de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 12 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

Montreal District Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1952, were issued by the Administrator of the Province of Quebec, to the company "Montreal District Realty Corporation", reducing its capital stock from \$20,000 to \$500, by the cancellation of 142 preferred shares issued and redeemed and 8 non-issued of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

P. E. D'Anjou & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 novembre 1952, à la compagnie "P. E. D'Anjou & Fils Limitée", pour les fins suivantes: 1° la création et l'émission de 1,500 actions ordinaires de \$100 sous forme de 1,500 actions privilégiées de \$100; 2° la modification et l'extension des pouvoirs de telle compagnie, de la manière indiquée dans son règlement N° V.

Daté du bureau du Procureur général le 28 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899-o L. DÉSILETS.

P. E. D'Anjou & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "P. E. D'Anjou & Fils Limitée", for the following purposes: 1. the creation and issuance of 1,500 common shares of \$100 in the form of 1,500 preferred shares of \$100; 2. the amendment and extension of the powers of said company, as indicated in its by-law No.V.

Dated at the office of the Attorney General, the 28th day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899 Deputy Attorney General.

Specialty Outfitters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er décembre 1952, à la compagnie "Specialty Outfitters Inc.", augmentant son capital-actions de \$150,000 à \$350,000, le nouveau capital étant divisé en 2000 nouvelles actions privilégiées catégorie "C" de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Specialty Outfitters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Specialty Outfitters Inc.", increasing its capital stock from \$150,000 to \$350,000, the new capital being divided into 2000 new preferred "Class C" shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 1st day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Stuart Formals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 novembre 1952, changeant le nom de la compagnie "Stuart Dress Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 février 1942, en celui de "Stuart Formals Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 28 novembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33899 L. DÉSILETS.

Stuart Formals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Stuart Dress Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated February 5th, 1942, to that of "Stuart Formals Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 28th day of November, 1952.

L. DÉSILETS,
33899-o Deputy Attorney General.

Avis divers

Miscellaneous Notices

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 18 décembre 1952.

Quebec, 18th of December, 1952.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, Monsieur l'Administrateur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur l'Administrateur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

This day, at half past five o'clock in the afternoon, the Honourable Administrator proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable Administrator was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 5 Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.
- 9 Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.
- 12 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.
- 16 Loi modifiant la Loi relative aux problèmes de législation agricole.
- 19 Loi modifiant la Loi protégeant l'industrie laitière dans la province.
- 22 Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs.

- 5 An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
- 9 An Act to amend the Motor Vehicles Act.
- 12 An Act to amend the Courts of Justice Act.
- 16 An Act to amend the Act respecting agricultural legislation problems.
- 19 An Act to amend the Act to protect the dairy industry in the province.
- 22 An Act to eliminate delays in the settlement of disputes between employees and employers.

27	Loi pour venir en aide à certaines municipalités.	27	An Act to assist certain municipalities.
120	Loi concernant la ville d'Acton Vale.	120	An Act respecting the town of Acton Vale.
121	Loi modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond.	121	An Act to amend the charter of the town of Richmond and respecting the corporation of the town of Richmond, the Catholic Board of School Commissioners of the town of Richmond and the Protestant Board of School Commissioners of the town of Richmond.
122	Loi modifiant la charte de la ville Saint-Michel.	122	An Act to amend the charter of the town St. Michel.
126	Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf.	126	An Act respecting The school commissioners for the municipality of St. Marc, in the county of Portneuf.
127	Loi modifiant la charte de la ville de Côte Saint-Luc.	127	An Act to amend the charter of the town of Côte St. Luc.
128	Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.	128	An Act to amend the charter of the town of LaSalle.
129	Loi modifiant la charte de la ville de Bedford.	129	An Act to amend the charter of the town of Bedford.
130	Loi modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.	130	An Act to amend the charter of the Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.
131	Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.	131	An Act to amend the Act to incorporate the "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".
134	Loi constituant en corporation le Centre Médical Claude Bernard Medical Centre.	134	An Act to incorporate the Centre Médica Claude Bernard Medical Centre.
143	Loi changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross.	143	An Act to change the name of Mortimer Ross Rubenstein to that of Mortimer Ross.
145	Loi modifiant la charte de "L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec".	145	An Act to amend the charter of "L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec".
150	Loi modifiant la charte de la cité de Sillery.	150	An Act to amend the charter of the city of Sillery.
155	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles.	155	An Act to amend the charter of the town of Trois-Pistoles.
156	Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.	156	An Act to amend the charter of the city of Rivière-du-Loup.
159	Loi concernant La commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval).	159	An Act respecting The school commission of La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval).
161	Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.	161	An Act to amend the charter of the town of Victoriaville.
162	Loi modifiant la Loi constituant en corporation les "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains".	162	An Act to amend the Act to incorporate the "Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains".
167	Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos.	167	An Act to amend the charter of the town of Asbestos.
170	Loi concernant la succession Éva Bélanger.	170	An Act respecting the estate of Éva Bélanger.
174	Loi modifiant la Loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.	174	An Act to amend the Act incorporating the village of Pointe au Pic.
176	Loi constituant en corporation "Congregation Beth Moïshe".	176	An Act to incorporate "Congregation Beth Moïshe".

- | | |
|---|--|
| 178 Loi modifiant la charte de la ville d'East-Angus. | 178 An Act to amend the charter of the town of East Angus. |
| 184 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette. | 184 An Act to amend the charter of the city of Joliette. |
| 187 Loi concernant l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances. | 187 An Act respecting l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances. |
| B Loi modifiant la loi 15-16 George VI, chapitre 20. | B An Act to amend the act 15-16 George VI, chapter 20. |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit: To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'Administrateur sanctionne ces bills."

"In Her Majesty's name, the Honourable Administrator assents to these bills."

30 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

30 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1953, and for other purposes.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

"In Her Majesty's name, the Honourable Administrator thanks Her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

33899-o

33899-o

DAN DEE TOGS INC.

Règlement No. 3

Concernant une augmentation du nombre de directeurs de la compagnie ci-dessus nommée de trois (3) à cinq (5).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs, dont quatre formeront quorum et dont chacun doit posséder au moins une action du capital de la compagnie absolument en son propre nom."

Certifié vraie copie.

33900

Le Secrétaire,
I. BROWN.

DAN DEE TOGS INC.

By-Law No. 3

Regarding increase in the number of directors of the above named Company from three (3) to five (5).

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors, four of whom shall form a quorum and each of them must own at least one share of stock in the Company absolutely in his own right."

Certified true copy

33900-o

I. BROWN,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 10 décembre 1952, les règlements comprenant les articles 1 à 29 inclusivement, de "La Fondation Mariale de L'Immaculée-Conception", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 15 septembre 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 13 décembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33901-o

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws comprising articles 1 to 29 inclusively, of "La Fondation Mariale de l'Immaculée-Conception" as adopted at the general meeting held on September 15, 1952, were approved by the Provincial Secretary on December 10th, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, S.R.Q., 1941, chapter 276.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33901

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Raphaël", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 décembre 1952.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Raphaël" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members has been authorized by the Provincial Secretary on December 18, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Raphaël, comté de Bellechasse.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33902-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 1er décembre 1952, les amendements aux règlements 4, 8, 9 et 14 (sec(a) de "Notre-Dame de Grâce Community Council Inc.", tels qu'adoptés à la 81e assemblée générale tenue le 22 septembre 1952, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2e jour de décembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33903 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de la Malbaie — Clermont", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 décembre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Malbaie, comté de Charlevoix.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33904-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association Sportive de Sainte-Germaine", en date du 10 octobre 1952, dont le siège social est situé à Sainte-Germaine (B.P. Boulé), comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 15 décembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33915-o JEAN BRUCHÉSI.

DOMINION CLOTHING MANUFACTURING CO. LTD.

Règlement "A"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Dominion Clothing Manufacturing Co. Ltd.", (ici nommée "la compagnie"), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à quatre de manière à ce que le bureau de direction soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement."

Décrété ce 29e jour d'août 1952.

Certifié vraie copie.
33917

Le Secrétaire,
EVA GOLD.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Raphaël, county of Bellechasse.

JEAN BRUCHÉSI,
33902 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the amendments to By-Laws 4, 8, 9 and 14 (sec(a) of "Notre Dame de Grâce Community Council Inc." as adopted at the 81st general meeting held on September 22nd 1952, were paproved on December 1st, 1952, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, Chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, the 2nd day of December, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33903-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Malbaie — Clermont" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 11, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Malbaie, county of Charlevoix.

JEAN BRUCHÉSI,
33904 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association Sportive de Sainte-Germaine" under date October 10, 1952 whereof the head office is at Sainte-Germaine (P.O.B. Boulé), county Abitibi-West and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 15, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33915 Under Secretary of the Province.

DOMINION CLOTHING MANUFACTURING CO. LTD.

By-Law "A"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Dominion Clothing Manufacturing Co. Ltd.", (herein called "the Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from five to four, so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 29th day of August, 1952.

Certified true copy.
33917-o

EVA GOLD,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Elzéar", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 décembre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Elzéar, comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33919-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Elzéar", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 23, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Elzéar, county of Bonaventure.

33919 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1336

Québec, le 23 décembre 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 141 du 8 février 1951 et amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1953.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.
33925-o

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1336

Quebec, December 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the decree relating to the printing industry in the district of Québec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 141 of February 8, 1951, as amended, relating to the printing industry in the district of Québec, be extended until April 30, 1953.

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,
Acting Clerk of the Executive Council.
33925-o

Chartes — Abandon de

A. ROZON LIMITÉE COMPANY

Avis d'application pour permission d'abandonner la Charte

Avis est par les présentes donné que "A. Rozon Limitée Company", qui a son bureau principal dans la Cité de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 20 décembre, 1952.

A. ROZON LIMITÉE,
Par le Secrétaire,
33905-o NORMAN STRAUSS.

Charters — Surrender of

A. ROZON LIMITÉE COMPANY

Notice of Application for Leave to Surrender Charter

Notice is hereby given that the "A. Rozon Limitée Company", which has its head office in the City of Montreal in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, December 20th, 1952.

A. ROZON LIMITÉE,
Per: NORMAN STRAUSS,
33905-o Secretary.

AVIS

D. & C. REALTY COMPANY

Avis est donné que la compagnie "D. & C. Realty Company," constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire,
33907 DAME MINNIE SACKS CLARFELD.

NOTICE

D. & C. REALTY COMPANY

Notice is hereby given that the "D. & C. Realty Company", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 22nd day of December, 1952.

DAME MINNIE SACKS CLARFELD,
33907-o Secretary.

La compagnie "Film Fashions Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 22 décembre 1952.

FILM FASHIONS INC.
Par le Secrétaire,
FRANCES FURMAN

33908

"Film Fashions Inc." hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, December 22nd, 1952.

FILM FASHIONS INC.
per: FRANCE FURMAN
Secretary.

33908-o

Avis est donné que la compagnie Cliffside Auto Repairs Ltd. s'adressera au Gouvernement de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date qui sera fixée par le Procureur général de la province de Québec ou par le Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Montréal, 19 décembre 1952.

Le Secrétaire,
J. H. HILL.

33913

"Notice is hereby given that Cliffside Auto Repairs Ltd., will apply to the Government of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter at a date to be fixed by the Attorney General for the Province of Quebec or the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce."

Montreal, 19th December, 1952.

J. H. HILL,
Secretary.

33913-o

Compagnie dissoute

CORRY & LEONARD ELECTRIC LTD.

Avis est donné que la compagnie Corry & Leonard Electric Ltd., dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 mars 1939, avec siège social en les cité et district judiciaire de Montréal, a été dissoute à compter du 23e jour de décembre 1952, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 29e jour de décembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI,

33916

Company Dissolved

CORRY & LEONARD ELECTRIC LTD.

Notice is hereby given that Corry & Leonard Electric Ltd., a company duly incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act by Letters Patent dated March 25th, 1939, with Head Office in the City and judicial district of Montreal, has been dissolved on and from the 23rd day of December, 1952, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary this 29th day of December, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,

33916-o

Under Secretary of the Province.

Curatelle publique

Canada Province de Québec, District de Saint-François

Succession vacante de Joseph Adolphe Bernier
En son vivant de Sherbrooke.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 11 mars 1952 par un juge de la cour supérieure siégeant à Sherbrooke dans le district de Saint-François, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 3 janvier 1953 le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Ste-Catherine (Ouest),
Montréal 18.

33909

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec District of St-François

Vacant Estate of Joseph Adolphe Bernier.
In his lifetime of Sherbrooke.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant, in virtue of a judgement rendered on March 11, 1952, by a judge of the Superior Court sitting at Sherbrooke, in the district of St-François, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act, (9 Geo. VI, c. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, within the fifteen days following the 3rd day of January, 1953, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187 St-Catherine Street (West),
Montreal 18.

33909

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the City

la Cité de Chicoutimi qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi aux fins de modifier la distribution et le partage de la taxe spéciale dite taxe d'éducation dont l'imposition a été autorisée par la loi 14 George VI chapitre 136 Loi concernant certaines corporations Scolaires du comté de Chicoutimi et de modifier en conséquence l'article 22 de la dite loi et pour d'autres fins.

Chicoutimi, ce 17 décembre 1952.

Le Procureur des Requérants,
JOSEPH DANDURAND.

33867-51-4-o

of Chicoutimi will apply to the Quebec legislature, at its present session, for the adoption of an Act for the purpose of modifying the distribution and the sharing of the special tax, known as education tax, the imposition of which was authorized by the Act 14 George VI, Chapter 136, an Act concerning certain school corporations of the county of Chicoutimi and to amend therefore Section 22 of the said Act and for all other purposes.

Chicoutimi, December 17, 1952.

JOSEPH DANDURAND,
Attorney for the Petitioner.

33867-51-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer la vente faite par la cité à la "Griffin Steel Foundries Limited" d'un terrain lui appartenant pour le prix de \$11,000.00 et autres considérations; pour être autorisée à emprunter par règlement, sans autre formalité que l'approbation du Ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$100,000.00 pour construire une voie ferrée de raccordement du Canadian National Railways à l'usine de la compagnie; pour valider et confirmer une entente qu'elle a faite avec la "Griffin Steel Foundries Limited" concernant la fixation des taxes municipales pour une période de dix ans; pour valider et confirmer une entente entre les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe et la "Griffin Steel Foundries Limited" concernant la fixation des taxes scolaires pour une période de dix ans; pour permettre au conseil de nommer ses vérificateurs dans le cours du mois de janvier de chaque année; pour permettre au conseil d'aider à toute personne ou à toute compagnie exploitant un service de transport en commun, par autobus, dans la cité, à même les fonds généraux de la cité; pour obtenir le pouvoir d'imposer par règlement une taxe spéciale, dite "taxe de vente" n'excédant pas 2% sur toutes marchandises vendues dans les limites de la cité, sauf sur celles exemptées par la loi provinciale; pour changer les formalités relatives à l'approbation des règlements d'emprunts, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 15 décembre 1952.

Le Procureur de la cité
de Saint-Hyacinthe,
GAËTAN SYLVESTRE.

33856-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville d'Isle Maligne, à la demande des contribuables du territoire ci-après décrit, connu sous le nom de Village Talbot ou Talbotville, soumettra à la Législature de la Province de Québec lors de sa présente session un bill aux fins d'obtenir l'annexion à son territoire, du territoire suivant:

"Un territoire situé dans le canton Taché comprenant en référence au cadastre officiel pour ledit canton tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons Delisle et Taché avec la ligne séparative des rangs III et IV du canton Taché susdit; de là passant par les lignes et

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of St. Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act amending its charter, the act 24 George V, chapter 94 and amendments, concerning the following matters: to validate and confirm the sale made by the city to the Griffin Steel Foundries Limited of a lot of land belonging to it, for the price of \$11,000.00 and other considerations; to be authorized to borrow, by by-law, without any other formality but the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$100,000.00 for the construction of a branch line from the Canadian National Railways, to reach the company's plant; to validate and confirm an agreement made between it and the Griffin Steel Foundries Limited, concerning the fixing of municipal taxes for a period of ten years; to validate and confirm an agreement between the school commissioners of the municipality of the village of Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe and the Griffin Steel Foundries Limited concerning the fixing of the school taxes, for a period of ten years; to allow the council to appoint its auditors in the course of the month of January of each year; to allow the council to aid any person or any company carrying on a public transportation service, by autobus, in the city, out of the general funds of the city; to obtain power to levy, by by-law, a special tax called "the sales tax", not exceeding 2%, on all merchandise sold within the limits of the city, save on that which is exempt therefrom by Provincial Law; to change the formalities respecting the approval of borrowing by-laws, and for other purposes.

Saint Hyacinthe, December 15th, 1952.

GAËTAN SYLVESTRE,
Attorney for the city
of St. Hyacinthe.

33856-51-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Isle Maligne, at the request of the taxpayers of the territory hereafter described and known as Talbot Village or Talbotville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to secure the annexation to its territory of the following territory:

"A territory situate in the township Taché comprising, with reference to the official cadastre of the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also the roads, water courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the dividing line of townships Delisle and Taché with the dividing line of ranges III and IV of said township Taché; thence passing successively

démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparative des rangs III et IV du canton Taché susdit sur la largeur des lots numéros 46, 45, 44, 43 et 42 du rang III du canton Taché susdit; la ligne séparative des lots numéros 41 et 42 du rang III du canton Taché susdit; la ligne séparative des comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean, soit la rive nord de la Rivière Saguenay (Grande Décharge) sur la largeur des lots numéros 42, 43, 44, 45 et 46 du rang III du canton Taché susdit; la ligne séparative des cantons Delisle et Taché susdits, soit également la ligne séparative des comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean, jusqu'à la ligne séparative des rangs III et IV du canton Taché susdit, point de départ; lequel territoire a être détaché de la Municipalité du canton Taché, comté Municipal de Chicoutimi, pour être annexé à la Ville d'Isle Maligne dans le Comté Municipal de Lac St-Jean-Est."

Isle Maligne, le 20 décembre 1952.

Le Procureur de la requérante.

33893-52-4-o

ALBERT DUMONTIER.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Collège des Pharmaciens de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier la Loi de Pharmacie de Québec sur les matières suivantes: changer l'appellation des membres du Conseil; posséder des biens immeubles d'une valeur de \$100,000; établir un fonds de pension pour les officiers salariés et les employés du Collège et payer une pension *ex gratia* aux employés de plus de vingt-cinq ans de service; modifier les classes de personnes soumises à la juridiction du Conseil; changer les conditions d'admission à l'étude et à l'exercice de la profession; augmenter les cotisations; restreindre à l'époux survivant successible et à l'enfant d'un pharmacien décédé le droit de continuer les affaires; exiger que le nom du propriétaire d'une pharmacie soit inscrit en caractères d'au moins quatre pouces de hauteur sur une enseigne bien en vue; définir ou préciser les drogues ou poisons soumis à l'application de la loi et en défendre et empêcher la vente; faciliter la preuve des infractions à la loi; préciser les pouvoirs du Collège et restreindre, dans certaines cités et villes, le privilège d'exercer, à la fois, la profession de pharmacien et de médecin; augmenter le montant des amendes et édicter une responsabilité solidaire pour la commission d'une infraction contre deux personnes ou plus; définir les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession; sur toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Montréal, ce 22 décembre 1952.

L'Avocat du Collège des Pharmaciens
de la province de Québec,

LOUIS-PHILIPPE GAGNON, c.r.

33897-A-52-4-o

by the following lines and demarcations: the dividing line of ranges III and IV of said township Taché across the breadth of lots 46, 45, 44, 43 and 42 of range III of said township Taché; the dividing line of lots 41 and 42 of range III of said township; the dividing line of the counties of Chicoutimi and Lake St. John, to wit the north shore of the Saguenay River (Grande Decharge) across the breadth of lots 42, 43, 44, 45 and 46 of range III of said township Taché; the dividing line of said townships Delisle and Taché, to wit also the dividing line of the counties of Chicoutimi and Lake St. John, to the dividing line between ranges III and IV of said township Taché, the starting point; to be detached from the municipality of township Taché, municipal county of Chicoutimi, and annexed to the Town of Isle Maligne municipal county of Lake St. John East."

Isle Maligne, December 20, 1952.

ALBERT DUMONTIER,

33893-52-4-o

Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the College of Pharmacists of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an Act amending the Quebec Pharmacy Act, on the following matters: Change the appellation of the members of the Council; possess immoveable properties of a value of \$100,000; establish a pension fund for the salaried officers and the employees of the College and pay an *ex gratia* pension to the employees having more than twenty-five years of service; modify the classes of the persons subject to the jurisdiction of the Council; change the conditions of the admission to the study and to the exercise of the profession; increase the fees; restrain to the surviving consort successible and to the child of a deceased pharmacist the right to continue to operate; require that the name of the owner of a pharmacy be inscribed in letters of at least four inches in height on a sign easy to see; define or precise the drugs or poisons subject to the application of the Act and prohibit and restrain the sale thereof; facilitate the proof of violations of the Act; precise the powers of the College and restrain, in certain cities and towns, the privilege to exercise, at the same time, the profession of pharmacists and of physicians; increase the amount of fines and enact a several liability for the commission of an offence by two persons or more; define the acts derogatory to the honor or dignity of the profession; on all matters deemed useful or pertinent.

Montreal, December 22nd, 1952.

LOUIS-PHILIPPE GAGNON, Q.C.,

Attorney for the College of Pharmacists

of the Province of Quebec.

33897-A-52-4-o

Département de l'Instruction publique

N° 576-52.

Québec, le 23 décembre 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1952, de modifier l'arrêté en conseil N° 1997, en date du 2 octobre 1952, concernant la municipalité scolaire catholique de Hudson,

Department of Education

No. 576-52.

Quebec, December 23, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated December 15, 1952, to amend Order in Council No. 1997, bearing date the 2nd day of October, 1952, concerning the Catholic School

dans le comté de Vaudreuil, en substituant aux chiffres "1899" par les chiffres "1906", de façon à retrancher du territoire annexé à la municipalité scolaire catholique de Hudson, les lots 1899 à 1905 inclusivement.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33910-o O. J. DESAULNIERS.

N° 314-40

Québec, le 23 décembre 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1952, de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Latour", dans le comté de Saguenay, tout le canton portant ce nom. Comme cette municipalité scolaire est comprise dans un territoire qui n'est pas encore organisé, ledit arrêté ministériel prendra effet 15 jours après sa passation.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33910-o O. J. DESAULNIERS.

N° 528-52.

Québec, 23 décembre 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Campbell's Bay, dans le comté de Pontiac, les lots 1 à 10 inclusivement des rangs V (5) à XI (11) inclusivement, dans le canton de Litchfield, et de les annexer, pour les protestants seulement et pour toutes fins des écoles protestantes, à la municipalité scolaire protestante de Mansfield, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33912-1-2 O. J. DESAULNIERS.

Municipality of Hudson, in the county of Vaudreuil, by substituting the numbers "1899" by the numbers "1906", so as to deduct from the territory annexed to the Catholic School Municipality of Hudson lots 1899 to 1905 inclusively.

Said Order in Council to take effect on the 1st of July, 1953.

33910 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 314-40.

Quebec, December 23, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 15, 1952, to form into a separate school municipality, under the name of "Township Latour", in the county of Saguenay, all the township bearing this name. As this territory is comprised within a non-organized territory, the said Order in Council will become effective 15 days after its adoption.

33910 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 528-52.

Quebec December 23, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Campbell's Bay, in the County of Pontiac, lots 1 to 10 inclusive, in Ranges V (5) to XI (11) inclusive, in the Township of Litchfield, and to annex them for Protestants only and all Protestant school purposes to the Protestant school municipality of Mansfield, in the same County.

33912-1-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton Orford (maintenant partie de la Cité de Sherbrooke) division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots, dans le Rang III, 109-10, 109-11, 109-14, 109-15, 109-16, 109-19, 109-22 à 109-34, 109-36, 109-39 à 109-52, 109-55, 109-58 à 109-64 sont annulés en vertu de l'article 2174-A du Code civil.

Québec, le 23 décembre 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
33911-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Orford (now part of the City of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that in Range III lots 109-10, 109-11, 109-14, 109-15, 109-16, 109-19, 109-22 to 109-34, 109-36, 109-39 to 109-52, 109-55, 109-58 to 109-64 are cancelled in virtue of Article 2174-A of the civil Code.

Québec, December the 23rd, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
33911-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Lettres patentes

OEUVRE DU GRAND SÉMINAIRE DE QUÉBEC

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par l'Administrateur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1952, constituant en corporation l'"Oeuvre du Grand Séminaire de Québec".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 29 décembre 1952.

33918-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Letters Patent

OEUVRE DU GRAND SÉMINAIRE DE QUÉBEC

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1952, incorporating the "Oeuvre du Grand Séminaire de Québec".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 29, 1952.

33918 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Siège social

Avis est donné que "Sherbrooke Racing Club Inc.", constitué en corporation le 22 octobre 1952, a son siège social à 7, 7e Rue, en la cité de Québec.

A compter de la date de cet avis cet endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le 13 novembre 1952.

Le Président,
FRANÇOIS NOLIN. 33906

Head Office

Notice is hereby given that the "Sherbrooke Racing Club Inc.", incorporated into a corporation on October 22, 1952, has its head office at 7, 7th Street, in the City of Quebec.

From and after the date of this notice, this place is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this thirteenth day of November, 1952.

FRANÇOIS NOLIN,
President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉMENT
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marie-Alice Dupuis, secrétaire-trésorière, Beauharnois, comté de Beauharnois, jusqu'à 8 heures et 30 p.m., lundi, 19 janvier 1953 pour l'achat de \$98,000.00 d'obligations de la Commission scolaire de Saint-Clément, comté de Beauharnois datées du 1er février 1953 et remboursables par séries du 1er février 1954 au 1er février 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$98,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er février 1954.....	x\$19,000.00
1er février 1955.....	x 20,000.00
1er février 1956.....	x 21,000.00
1er février 1957.....	2,500.00
1er février 1958.....	2,500.00
1er février 1959.....	2,500.00
1er février 1960.....	3,000.00
1er février 1961.....	3,000.00
1er février 1962.....	3,000.00
1er février 1963.....	3,000.00
1er février 1964.....	3,500.00
1er février 1965.....	3,500.00
1er février 1966.....	3,500.00
1er février 1967.....	4,000.00
1er février 1968.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$58,745.40, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$19,581.80 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payable à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beauharnois.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF SAINT-CLÉMENT
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marie-Alice Dupuis, Secretary-treasurer, Beauharnois, county of Beauharnois, until 8,30 o'clock p.m., Monday January 19, 1953, for the purchase of an issue of \$98,000.00 of bonds of the School Commission of Saint-Clément, county of Bauharnois, dated February 1st, 1953 and redeemable serially from February 1st, 1954 to February 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3%, nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$98,000.00 — 15 years.

Year	Capital
February 1st, 1954.....	x\$19,000.00
February 1st, 1955.....	x 20,000.00
February 1st, 1956.....	x 21,000.00
February 1st, 1957.....	2,500.00
February 1st, 1958.....	2,500.00
February 1st, 1959.....	2,500.00
February 1st, 1960.....	3,000.00
February 1st, 1961.....	3,000.00
February 1st, 1962.....	3,000.00
February 1st, 1963.....	3,000.00
February 1st, 1964.....	3,500.00
February 1st, 1965.....	3,500.00
February 1st, 1966.....	3,500.00
February 1st, 1967.....	4,000.00
February 1st, 1968.....	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$58,745.40 granted by the Provincial Secretary and payable in three installments of \$19,581.80 each from 1954 to 1956 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois. Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beauharnois.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 janvier 1953 à 8.30 heures p.m., au bureau de la secrétaire-trésorière 134, rue Ellice, à Beauharnois, comté de Beauharnois.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Clément (Comté de Beauharnois), ce 24 décembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
MARIE-ALICE DUPUIS.
Beauharnois, (Beauharnois), P.Q. 33920-0

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, January 19, 1953, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 134 Ellice Street, Beauharnois, county of Beauharnois.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Clément (County of Beauharnois), December 24, 1952.

MARIE-ALICE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.
Beauharnois, (Beauharnois), P.Q. 33920

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure (En faillite). Dans l'affaire de: Marcel Leclerc journalier St-Joseph de Sorel cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Joseph de Sorel, au coin nord-ouest des rues Laurier et Cadieux, connu sous le numéro cent dix-neuf de la subdivision du lot cinquante-neuf (59-119) du cadastre de la paroisse de St-Pierre de Sorel, avec la maison en construction y érigée.

Sujet ledit immeuble à la servitude constituée en faveur de "The Shawinigan Water & Power Co.", aux termes d'un acte entégré au bureau de la division d'enregistrement de Richelieu, sous le N° 91626, sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 2 décembre 1952, portant le N° 89-52 des dossiers de ladite Cour, à l'enchère publique conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 55 de la Loi de Faillite et suivant la procédure y prévue, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie Auxiliatrice en la paroisse de St-Joseph de Sorel, comté de Richelieu dit District, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de mois de JANVIER mil neuf cent cinquante-trois, à DEUX heures de l'après-midi.

L'adjudicataire devra payer le prix dans les trois jours de l'adjudication.

En outre du prix d'adjudication, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement sur la vente, son acte d'achat, copies et enregistrement.

Pour renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de:
Lamarre & Inns, Syndics
10 est rue St-Jacques,
Montréal 1.

33895-52-2-0

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Marcel Leclerc, laborer, St-Joseph de Sorel, authorized assignee.

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the parish of St. Joseph de Sorel, at the northwest corner of Laurier and Cadieux Streets, known under number one hundred and nineteen of the subdivision of lot fifty-nine (59-119) of the cadastre of the parish of St-Pierre de Sorel, with the house being built thereon erected.

The said immoveable subject to the servitude constituted in favor of "The Shawinigan Water & Power Co.", in the terms of a registered deed at the Registry Office division of Richelieu, under No. 91626, to be sold, following a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, (In Bankruptcy) rendered on December 2nd, 1952, bearing No. 89-52 on the files of the said Court, at public auction, in conformity with the provisions of paragraph 2 of section 55 of the Bankruptcy Act and pursuant to the provisions therein contained, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Ste-Marie-Auxiliatrice, in the parish of St. Joseph de Sorel, county of Richelieu, said District, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of JANUARY, nineteen hundred and fifty-three, at TWO o'clock in the forenoon.

The successful tenderer must pay the price within three days of the auction sale.

Over and above the sales price of the auction, the purchaser must pay the government rights on the sale, its deed of purchase, copies and registration.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Office of:
Lamarre & Inns, Trustees,
10, St-James Street, East,
Montreal 1.

33895-52-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 460, (En faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Emile Lacroix, l'Assomption, cédant autorisé, et Claude Perras, syndic.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 460, (Sitting in Bankruptcy)-In the matter of the bankruptcy of: Emile Lacroix, l'Assomption, authorized assignee, and Claude Perras, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un terrain de figure irrégulière, connu et désigné sous le numéro cinquante-huit (58) aux plan et livre de renvoi officiels du village de l'Assomption, contenant en superficie quatre vingt une perches et quatre vingt-dix-huit pieds et demi. A distraire dudit lot un terrain mesurant trente-deux pieds de largeur sur soixante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: En front par la rue St-Joseph, en profondeur, par le lot N° 60, d'un côté par le lot N° 59 et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 58; ledit terrain ainsi distrait a fait l'objet d'une vente par la Cie Bédard Limitée à Oscar Edmond Benoit, reçue devant Mtre. J. Foisy, notaire, le 15 juillet 1913, enregistrée sous le N° 34046, avec bâtisses y érigées."

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale du Village de l'Assomption, Comté de l'Assomption, MARDI, le DIX FÉVRIER 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare, à Joliette, le 2 décembre 1952, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la loi 1949 sur la faillite ainsi qu'aux termes du Code de procédure civile de la Province de Québec, afin d'y donner l'effet du décret.

Conditions: Comptant

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

33924-1-2-0

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

- Designation: A lot of land of irregular form, known and designated under number fifty-eight (58) on the official plan and in the book of reference for the village of l'Assomption, containing in superficial area eight-one rods and ninety-eight feet and one-half, to subtract from the said lot a lot of land measuring thirty-two feet in width by sixty-five feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by St-Joseph Street, in depth by lot No. 60, on one side by lot No. 59 and on the other side by the residue of the said lot No. 58; the said lot of land so subtracted was the object of a sale by the "Cie Bédard Limitée" to Oscar Edmond Benoit, received before Mtre. J. Foisy, notary, on July 15, 1913, registered under No. 34046, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the village of "L'Assomption, county of l'Assomption, TUESDAY, FEBRUARY TENTH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The said sale to be made in virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Joliette, on the 2nd of December, 1952, and pursuant to the provisions of Articles 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, as well as according to the terms of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½%, according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame Street, East,
Montreal.

33924-1-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, District de Montréal

Montréal, à savoir: { PAUL-ÉMILE DES-
N° 223260. { PRÉS, demandeur, vs
{ Dame veuve PAUL PRIMEAU, défenderesse.

MEAU, défenderesse.

"La terre située dans la Ville de Pont-Viau, ayant front sur la rue Lahaie, connue et désignée sous le N° 1-73 de la subdivision du N° trente-quatre (34-1-73) au cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul. Borné vers le nord-est par le N° 34-1-75a rue Lahaie, vers le sud-ouest par le N° 34-1-104, vers le sud-est par le N° 34-1-74, vers le nord-Ouest par le N°

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { PAUL ÉMILE DES-
No. 223260. { PRÉS, plaintiff; vs Dame
{ widow PAUL PRIMEAU, defendant.

The emplacement situate in the Town of Pont-Viau, fronting on Lahaie street, known, and designated as No. 1-73 of the subdivision of No. thirty-four (34-1-73) on the official cadastre for the parish of St. Vincent de Paul. Bounded towards the northeast by No. 34-1-75a Lahaie street, towards the southwest, by No. 34-1-104, towards the southeast by No. 34-

34-1-72, mesurant en largeur trente-cinq (35') pieds, par une profondeur de soixante et dix-sept (77') pieds contenant en superficie deux mille six cent quatre vingt quinze (2695') pieds.

Un emplacement situé dans la Ville de Pont-Viau ayant front sur la rue St-Hubert et composé de : La partie sud-ouest du lot de terre désigné sous le N° un de la subdivision du N° vingt-et-un (21-1 ptie S.O.) au cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, de forme triangulaire, mesurant dans la ligne nord soixante-six pieds et cinquante-sept centièmes de pieds (66.57'), dans la ligne est trente-et-un pieds et trente-deux centièmes de pieds (31.32'), dans la ligne sud-ouest soixante-neuf pieds et cinq dixièmes de pieds (69.5'), borné au nord par la partie ci-après désignée du lot un de la subdivision du N° vingt-deux audit cadastre, à l'est par le résidu dudit lot N° un de la subdivision dudit N° vingt-et-un lequel résidu appartient à Henri Cousineau ou représentants, au sud-ouest par le lot originaire vingt-et-un au dit cadastre ou chemin public;

La partie sud-ouest du lot de terre désigné sous le N° un de la subdivision du N° vingt-deux (22-1 ptie S.O.) audit cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, de forme irrégulière, mesurant dans la ligne nord, cent huit (108') pieds, dans la ligne est quarante-sept pieds et soixante-huit centièmes de pieds (47.68'), dans la ligne sud soixante-six pieds et cinquante-sept centièmes de pieds (66.57'), dans la ligne sud-ouest quarante-neuf (49') pieds, dans la ligne ouest vingt-six (26') pieds, borné au nord par le lot originaire vingt-trois audit cadastre, à l'est par le résidu dudit lot N° un de la subdivision dudit N° vingt-deux, lequel résidu appartient à Henri Cousineau ou représentants, au sud par la partie ci-dessus désignée du lot un de la subdivision du N° vingt-et-un audit cadastre, au sud-ouest par le lot originaire vingt-deux audit cadastre ou chemin public, à l'ouest par le chemin public ou dite rue St-Hubert, avec une maison à deux logis (N° 1 et 3 de ladite rue St-Hubert)."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Christophe de Pont-Viau, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1953, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 décembre 1952. 33824-50-2-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { EDWARD HEDGE, res-
N° 286,408. { taurateur domicilié à
Montréal, district de Montréal, demandeur, vs EUGÈNE ST-LOUIS, domicilié à Belœil, district de Montréal, défendeur, et BEN DESHAIES et ROGER LAVERDURE, mis-en-cause.

"Deux terrains contigus l'un à l'autre, situés dans le village de Gentilly, au Sud-ouest, de la rue Saint-Pierre, contenant chacun des dits lots, cinquante pieds de largeur en front sur la nouvelle rue par cent pieds de profondeur (50x100), mesure anglaise, connus et désignés, les dits lots, comme étant des parties du lot No. cent vingt trois (123) du cadastre de la paroisse de Gentilly, la ligne nord-est du premier lot étant situé à cent cinquante pieds du fossé sud-ouest de la

1-74, towards the northwest by No. 34-1-72, measuring thirty-five feet (35') in width, by a depth of seventy-seven (77') feet, containing a superficial area of two thousand six hundred and ninety-five feet (2695').

An emplacement situé in the Town of Pont-Viau, fronting on St. Hubert street and composed of: The southwest part of the lot of land designated as number one of the subdivision of number twenty-one (21-1 S.W. Pt.) on the official cadastre for the parish of St. Vincent de Paul, of triangular figure, measuring, in the north line, sixty-six feet, and fifty-seven hundredths of a foot (66.57'), in the east line thirty-one feet and thirty-two hundredths of a foot (31.32'), in the southwest line sixty-nine feet and five tenths of a foot (69.5') bounded on the north by the part hereinafter described of lot one of the subdivision of number twenty-two of the said cadastre, on the east by the residue of said lot number one of the subdivision of said number twenty-one, the said residue belonging to Henri Cousineau, or representatives, on the southwest by original lot twenty-one of said cadastre or the public road;

The southwest of the lot of land designated as number one of the subdivision of number twenty-two (22-1 S.W. Pt) of said official cadastre for the parish of St. Vincent de Paul of irregular figure, measuring, in the north line, one hundred and eight feet (108') in the east line forty-seven feet and sixty-eight hundredths of a foot (47.68'), in the south line sixty-six feet and fifty-seven hundredths of a foot (66.57'), in the southwest line forty-nine feet (49'), in the west line twenty-six feet (26'), bounded on the north by original lot twenty-three of said cadastre, on the east by the residue of said lot number one of the subdivision of said number twenty-two, the said residue belonging to Henri Cousineau, or representatives, on the south by the portion hereinabove described of lot one of the subdivision of number twenty-one of said cadastre, on the southwest by original lot twenty-two of said cadastre or the public road, on the west by the public road or said St. Hubert street, with a two dwelling house (Nos. 1 and 3 of said St. Hubert street).

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Christophe de Pont-Viau, on the FIFTEENTH day of JANUARY 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
Montreal, December 9, 1952. 33824-50-2-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Québec
District of Montreal

Superior Court. { EDWARD HEDGE, res-
No. 286,408. { taurant-keeper, domiciled
at Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs EUGENE ST-LOUIS, domiciled at Belœil, district of Montreal, defendant; and BEN DESHAIES and ROGER LAVERDURE, mis-en-cause.

"Two lots of land, contiguous to one another, situate in the village of Gentilly, South west St-Pierre St. each of said lots measuring fifty feet in width in front on the new street, by one hundred feet in depth (50x100) English measure, said lots known and designated as being parts of lot number one hundred and twenty-three (123) of the cadastre for the parish of Gentilly, the northeast line of the first lot being situate one hundred and fifty feet distant from the ditch,

rue St-Pierre. Le tout avec maison dessus construite; bornée en front, au sud-est, par la nouvelle rue, en profondeur au terrain d'Adelard Moras, et de chaque côté, au nord-est et sud-ouest, au terrain restant à Conrad Toutant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Gentilly, le MARDI TROISIÈME jour de FÉVRIER (1953) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 20 décembre 1952. 33914-1-3-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { CHARLES RACINE, employé civil et GILLES RACINE, vendeur, tous deux de la Cité de Québec, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la Succession de Juliette Racine, fille majeure de son vivant de la Cité de Québec et aujourd'hui décédée; contre LÉO SAVARD, employé civil, demeurant à Notre-Dame des Laurentides, province de Québec à savoir:

Les subdivisions Nos 2, 3, 4, 6, 7 et 10 (deux, trois, quatre, six, sept et dix) du lot N° 444 (quatre cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, maintenant situés en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER prochain (1953), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 17 décembre 1952. 33865-51-2-o
[1ère insertion: 20 décembre 1952]
[2ème insertion: 3 janvier 1953].

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC; N° 1083/52. { contre ALEXINA VALLERAND, épouse de Joseph Lortie, CORINNE BEAULIEU, épouse de Emile Ratté, ALPHÉDA BEAULIEU, F.M., ALFRED BEAULIEU, JEANNE D'ARC BEAULIEU, épouse de Paul Desjardins, MARGUERITE BEAULIEU et ALPHÉDA BEAULIEU, mis en cause, ROSANNA BEAULIEU, épouse de Yvon Cantin, PHILEAS VALLERAND, ÉMILE VALLERAND, WILFRID VALLERAND, ALBERT VALLERAND et ALFRED VALLERAND, de notre cité de Québec, dans le district judiciaire de Québec, à savoir:

Le lot N° 1776 (mille sept cent soixante-seize) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec étant un emplacement situé sur la rue Châteauguay, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec toutes les servitudes pouvant affecter ledit immeuble.

Cette vente est faite sujette aux taxes arriérées consolidées à échoir qui continueront de grever ledit immeuble par privilège en faveur de la Cité de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 29 décembre 1952. 33921-1-2-o
[Première insertion: 3 janvier 1953.]
[Deuxième insertion: 17 janvier 1953.]

on the southwest of St-Pierre Street, The whole with a house thereon erected; bounded in front on the southeast, by the new street and on the depth by the land of Adelard Moras, and on each side, on the northeast and southwest, by the land remaining to Conrad Toutant.

To be sold at the parish church door of Gentilly, on TUESDAY the THIRD day of FEBRUARY, (1953) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, December 20, 1952. 33914-1-3

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { CHARLES RACINE, civil No. 66,101 { employee and GILLES RACINE, salesman, both of the City of Quebec, in their quality of testamentary executors for the Estate of Juliette Racine, spinster in her lifetime, of the City of Quebec and today deceased; against LEO SAVARD, civil employee, residing at Notre-Dame des Laurentides, Province of Quebec, to wit:

Subdivisions Nos. 2, 3, 4, 6, 7, and 10 (two, three, four, six, seven and ten) of lot No. 444 (four hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, now situate in the parish of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, the TWENTY-THIRD day of JANUARY next (1953) at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 17, 1952. 33865-51-2
[First insertion: December 20, 1952]
[Second insertion: January 3, 1953]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC No. 1083/52 { against ALEXINA VALLERAND, wife of Joseph Lortie, CORINNE BEAULIEU, wife of Emile Ratté, ALPHÉDA BEAULIEU, F.M., ALFRED BEAULIEU, JEANNE D'ARC BEAULIEU, wife of Paul Desjardins, MARGUERITE BEAULIEU and ALPHÉDA BEAULIEU, mis en cause, ROSSANNA BEAULIEU, wife of Yvon Cantin, PHILEAS VALLERAND, ÉMILE VALLERAND, WILFRID VALLERAND, ALBERT VALLERAND and ALFRED VALLERAND, of our city of Quebec, in the judicial district of Quebec, to wit:

Lot No. 1776 (one thousand seven hundred and seventy-six) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Châteauguay Street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with all the servitudes which may affect the said immovable.

This sale is made subject to the consolidated arrear taxes to become due, which shall continue to encumber the said immovable by privilege on behalf of the City of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 29, 1952. 33921-1-2
[First insertion: January 3, 1953]
[Second insertion: January 17, 1953]

RIMOUSKI

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **WILFRID LEVESQUE**,
N° 14346. { marchand, St-Damase,
comté de Matapédia P.Q.
demandeur; vs **PHILIPPE LAVOIE**, Causaps-
cal, comté de Matapédia, P.Q. défendeur.

Les lots numéros cinq et six du rang neuf du cadastre officiel du canton Cabot, tous les droits, privilèges et prétentions, améliorations et les droits de préemption qu'il peut avoir ou a sur ces dits lots, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Damase, district de Rimouski, le **DEUX FÉVRIER 1953**, à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
CHARLES GARON.

33923-1-1-o

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **JOS GENDRON**, fils de
N° 11704. { Alex, commerçant de
bois, Causapsal, district
de Rimouski, demandeur; vs **ALFRED THER-
RIAULT**, Sainte-Marguerite-Marie, district de
Rimouski, défendeur.

Le lot N° onze (lot 11) rang 7 Causapsal, au cadastre officiel de Causapsal, contenant une superficie d'environ de 100 acres, les impenses, améliorations, défrichements et tous les droits de préemption qu'il a sur le lot N° 11, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste Marguerite Marie le **QUATRE FÉVRIER 1953**, à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
CHARLES GARON.

33922-1-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Cour Supérieure { **LOUIS RENÉ MARCIL**,
N° 14084 { demandeur, vs **EDMOND
TREMBLAY**, défendeur.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionne plus bas, à savoir:

Une maison située sur un emplacement de cinquante (50) pieds de front par deux cent pieds (200) de profondeur environ faisant partie du lot numéro sept (N° 7), rang dix (10) du canton Dolbeau, bornée en front au Nord-Ouest à la rue; au sud-ouest au terrain de Charles Bouchard ou ses représentants, au sud-est au terrain de la succession Gaudreault ou représentants et au nord-est au terrain de Sieur Adolphe Asselin ou représentants.

Pour être vendu à la salle publique de la ville de Mistassini, comté et district de Roberval, province de Québec, le **TREIZIÈME** jour de **JANVIER 1953** (13 janvier 1953) à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **ANTOINE TREMBLAY.**
Roberval, ce 10 décembre 1952. 33830-50-2-o

RIMOUSKI

Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **WILFRID LEVESQUE**,
No 14346. { merchant, Saint-Dama-
se, County Matapédia, P.Q.
plaintiff; vs **PHILIPPE LAVOIE**, Causapsal,
County Matapédia, P.Q. defendant.

Lots numbers five and six of range nine of the official cadastre of the township of Cabot, all rights, privileges and pretentions, improvements and preemption rights which he may have or has upon said lots, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Damase, district of Rimouski, the **SECOND** day of **FEBRUARY, 1953**, at **TWO** o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

CHARLES GARON,
Sheriff.

33923-1-2

Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { **JOS. GENDRON**, son of
No. 11704. { Alex, wood dealer of
Causapsal, district of Ri-
mouski, plaintiff; vs **ALFRED THERRIAULT**,
Sainte-Marguerite-Marie, district of Rimouski,
defendant.

Lot No. eleven (Lot 11) range 7, Causapsal, on the official cadastre of Causapsal, containing a superficial area of 100 acres, the outlay for repairs or improvements, improvements, the clearing of land and all rights of reemption that he has on lot No. 11, with buildings thereon erected, and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte-Margue-
Marie on **FEBRUARY FOURTH, 1953**, at
TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving
Time.

CHARLES GARON,
Sheriff.

33922-1-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District of Roberval

Superior Court { **LOUIS RENÉ MARCIL**,
No. 14084 { plaintiff, vs **EDMOND
TREMBLAY**, defendant.

Public notice is hereby given that the under-mentioned lands and Tenements have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below, to wit:

A house, situate on an emplacement of fifty (50) feet frontage by about two hundred feet (200) in depth forming part of lot number seven (No. 7), range ten (10) of the township of Dolbeau, bounded in front on the northwest by the street, on the southwest, to the land of Charles Bouchard or his representatives, on the south-east, to the land of Gaudreault estate or representatives and on the northeast to the land of Mr. Adolphe Asselin or representatives.

To be sold at the Public Hall of the town of Mistassini, county and district of Roberval, province of Quebec, the **THIRTEENTH** day of **JANUARY, 1953**, (January 13, 1953) at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, this 10th day of December, 1952
33830-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 1

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1336, section "D" — Imprimerie dans
la région de Québec

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association Sportive de Ste-Germaine
(Fondation)..... 18
Bills sanctionnés..... 15
Dan Dee Togs Inc. (Directeurs)..... 17
Dominion Clothing Manufacturing Co.
Ltd. (Directeurs)..... 18
La Fondation Mariale de l'Immaculée-
Conception (Règlements)..... 17
Le Syndicat de l'U.C.C. de La Malbaie-
Clermont (Formation)..... 18
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Elzéar
(Formation)..... 19
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Raphael
(Formation)..... 17
Notre Dame de Grace Community
Council Inc. (Règlements)..... 18

CHARTES — ABANDON DE:

A. Rozon Limitée Company..... 19
Cliffside Auto Repairs Ltd..... 20
D. & C. Realty Company..... 19
Film Fashions Inc..... 20

COMPAGNIE DISSOUE:

Corry & Leonard Electric Ltd..... 20

CURATELE PUBLIQUE:

Bernier, Succession Joseph-Adolphe ... 20

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Chicoutimi, commissaires d'écoles de
la cité de..... 20
Collège des Pharmaciens de la pro-
vince de Québec..... 22
Isle Maligne, ville de..... 21
St-Hyacinthe, cité de..... 21

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Campbell's Bay..... 23
Hudson (Catholique)..... 22
Latour, canton de..... 23

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Orford, canton de..... 23

LETTRES PATENTES:

Ajel Holdings Inc..... 2
Aldéric Gobeille Ltée — Ltd..... 3
Amiot & Provost Ltée..... 3
Belfort Mines Limited..... 3
Bon Voyage (Travel) Limited — Bon
Voyage Limitée..... 4

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ORDER IN COUNCIL:

1336, part "D" — Printing in the dis-
trict of Quebec..... 19

1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Sportive de Ste-Germaine
(Foundation)..... 18
Bills sanctioned..... 15
Dan Dee Togs Inc. (Directors)..... 17
Dominion Clothing Manufacturing Co.
Ltd. (Directors)..... 18
La-Fondation Mariale de l'Immaculée-
Conception (By-Laws)..... 17
Le Syndicat de l'U.C.C. de La Malbaie-
Clermont (Formation)..... 18
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Elzéar
(Formation)..... 19
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Raphael
(Formation)..... 17
Notre Dame de Grace Community
Council Inc. (By-Laws)..... 18

CHARTERS — SURRENDER OF:

A. Rozon Limitée Company..... 19
Cliffside Auto Repairs Ltd..... 20
D. & C. Realty Company..... 19
Film Fashions Inc..... 20

COMPANY DISSOLVED:

Corry & Leonard Electric Ltd..... 20

PUBLIC CURATORSHIP:

Bernier, Estate of Joseph-Adolphe ... 20

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Chicoutimi, School Commissioners of
the city of..... 20
College of Pharmacists of the Province
of Quebec..... 22
Isle Maligne, town of..... 21
St-Hyacinthe, city of..... 21

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Campbell's Bay..... 23
Hudson (Catholic)..... 22
Latour, township of..... 23

LANDS AND FORESTS:

Cadastral Branch:

Orford, township of..... 23

LETTERS PATENT:

Ajel Holdings Inc..... 2
Aldéric Gobeille Ltée — Ltd..... 3
Amiot & Provost Ltée..... 3
Belfort Mines Limited..... 3
Bon Voyage (Travel) Limited — Bon
Voyage Limitée..... 4

Bourse d'Hypothèque Inc.— Mortgage Exchange Inc.	4
Cascapedia House Incorporated.....	4
Chevalier Automobile Ltée.	5
Draperies Québec Inc.....	5
Ferronnerie des Forges Ltée.	5
Fleurus-America Inc.....	6
Jacko Ghear Limited.	6
Jean Talon Realities Inc.....	6
La Ligue des Propriétaires de Ville St-Michel Inc.....	7
Lee Dyeing Company of Canada Ltd....	7
Les Dames Patronnesses de la Miséricorde.	7
Les Entreprises Gafu Entreprises Inc.	8
L. & D. Evans Limited.	8
Maxco Garment Inc.....	8
Mécanique de Québec Inc.	8
Mont-Royal Auto Electric Limitée. ...	9
Motel Laval Inc.	9
Oeuvre du Grand Séminaire de Québec	23
Pontiac Trading Corporation.	9
Star Fasteners of Canada Ltd.....	10
The Italo-Canadian Publishing Company Limited — La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée	10
Thibert Meubles Inc. — Thibert Furniture Inc.	10
Vendome Holdings Ltd.	11
Vulcanisation Champlain Ltée — Champlain Vulcanizing Ltd.....	11
Wacanichi Inn Inc.	12
Warner Weathermaster Ltd.	12
W. T. Lowe & Sons Ltd.	12

Bourse d'Hypothèque Inc. — Mortgage Exchange Inc.	4
Cascapedia House Incorporated.....	4
Chevalier Automobile Ltée.	5
Draperies Québec Inc.....	5
Ferronnerie des Forges Ltée.	5
Fleurus-America Inc.....	6
Jacko Ghear Limited.	6
Jean Talon Realities Inc.....	6
La Ligue des Propriétaires de Ville St-Michel Inc.....	7
Lee Dyeing Company of Canada Ltd....	7
Les Dames Patronnesses de la Miséricorde.	7
Les Entreprises Gafu Entreprises Inc.	8
L. & D. Evans Limited.	8
Maxco Garment Inc.....	8
Mécanique de Québec Inc.	8
Mont-Royal Auto Electric Limitée. ...	9
Motel Laval Inc.	9
Oeuvre du Grand Séminaire de Québec	23
Pontiac Trading Corporation.	9
Star Fasteners of Canada Ltd.....	10
The Italo-Canadian Publishing Company Limited — La Compagnie de Publication Italo-Canadienne Limitée	10
Thibert Meubles Inc.—Thibert Furniture Inc.	10
Vendome Holdings Ltd.	11
Vulcanisation Champlain Ltée — Champlain Vulcanizing Ltd.....	11
Wacanichi Inn Inc.	12
Warner Weathermaster Ltd.	12
W. T. Lowe & Sons Ltd.	12

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Archie Wilcox Transport, Limited.....	13
Elwood Finance Company	13
Forand Létourneau Automobile Limitée	13
Land & Construction Company	13
L. R. D'Anjou & Cie Inc.....	14
McFarlane Realty Co., Limited.....	14
Montreal District Realty Corporation	14
P. E. D'Anjou & Fils Limitée	14
Specialty Outfitters Inc.	15
Stuart Formals Inc.....	15

SIÈGE SOCIAL:

Sherbrooke Racing Club Inc.....	24
---------------------------------	----

SOUMISSIONS:

St-Clément, commissaires d'écoles de..	24
--	----

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Lacroix, Émile	26
Leclerc, Marcel.....	25

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTRÉAL:

Després vs Primeau.	26
--------------------------	----

NICOLET:

Hedge vs St-Louis	27
-------------------------	----

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Vallerand <i>et al.</i>	28
Racine <i>et al</i> vs Savard.....	28

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Archie Wilcox Transport, Limited.....	13
Elwood Finance Company	13
Forand Létourneau Automobile Limitée	13
Land & Construction Company	13
L. R. D'Anjou & Cie Inc.....	14
McFarlane Realty Co., Limited.....	14
Montreal District Realty Corporation	14
P. E. D'Anjou & Fils Limitée	14
Specialty Outfitters Inc.	15
Stuart Formals Inc.....	15

HEAD OFFICE:

Sherbrooke Racing Club Inc.....	24
---------------------------------	----

TENDERS:

St-Clément, School Commissioners of..	24
---------------------------------------	----

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Lacroix, Émile	26
Leclerc, Marcel.....	25

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

Després vs Primeau.	26
--------------------------	----

NICOLET:

Hedge vs St-Louis	27
-------------------------	----

QUEBEC:

City of Quebec vs Vallerand <i>et al.</i>	28
Racine <i>et al</i> vs Savard.....	28

RIMOUSKI:

Gendron vs Therriault. 29
 Levesque vs Lavoie 29

ROBERVAL:

Marcil vs Tremblay. 29

33899-o

RIMOUSKI:

Gendron vs Therriault. 29
 Levesque vs Lavoie 29

ROBERVAL:

Marcil vs Tremblay. 29

33899-o